

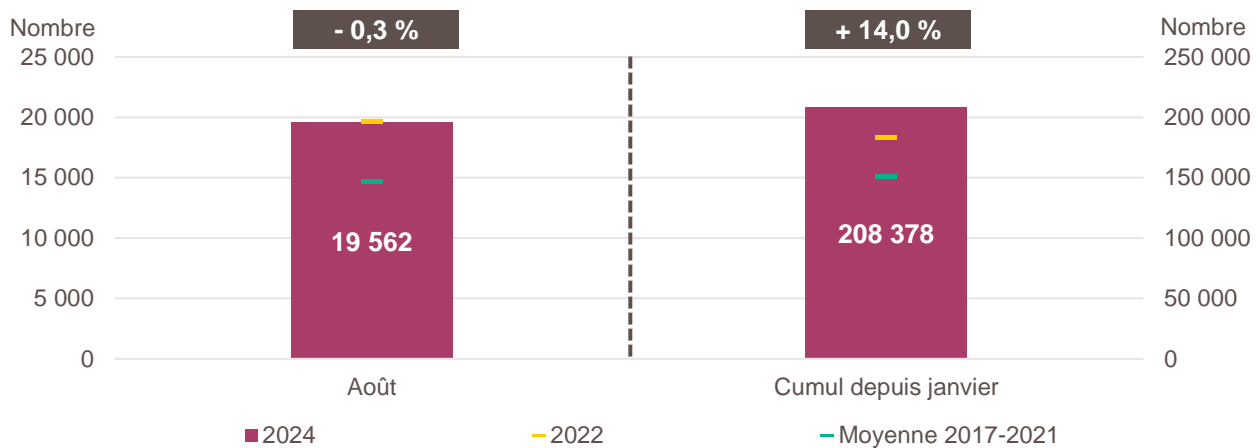
# LA CRÉATION D'ENTREPRISE EN ÎLE-DE-FRANCE

## CHIFFRES D'AOÛT 2024

**Avertissement :** les données mensuelles sur la création d'entreprise en France n'étant pas disponibles pour l'année 2023 (effet de bord du changement de mode d'enregistrement des nouvelles immatriculations), **les évolutions 2024 seront exceptionnellement calculées par rapport à l'année 2022.**

*Pour en savoir plus :* [documentation de l'Insee](#)

### Création d'entreprise en Île-de-France en août 2024 et cumul depuis le début de l'année



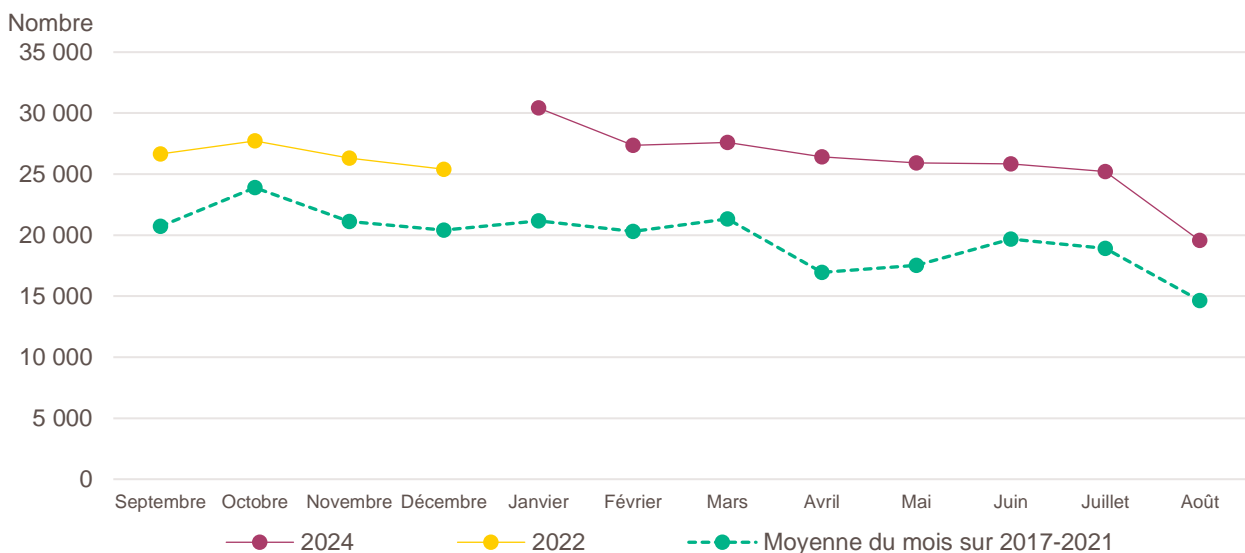
**Lecture de la partie gauche :** en août 2024, 19 562 entreprises ont été créées en Île-de-France, soit - 0,3 % par rapport aux 19 625 d'août 2022 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises est de 14 647 pour le mois d'août sur la période couvrant les années 2017 à 2021 (marque verte).

**Lecture de la partie droite :** le nombre cumulé de créations depuis le début de l'année 2024 s'élève à 208 378, soit + 14 % par rapport aux 182 778 de janvier à août 2022 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises entre janvier et août sur la période couvrant les années 2017 à 2021 est de 150 523 (marque verte).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

### Évolution de la création d'entreprise en Île-de-France sur douze mois glissants



**Lecture :** en septembre 2022, 26 668 entreprises ont été créées en Île-de-France et 20 716 en moyenne pour les mois de septembre 2017 à 2021.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

## Création d'entreprise en Île-de-France selon le secteur d'activité

Août 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution août 2022-2024 %	Évolution janvier à août 2022-2024 %
<b>Activités secondaires</b>	<b>1 557</b>	<b>47,9</b>	<b>- 2,1</b>	<b>+ 14,7</b>
Industrie	449	53,0	- 5,9	+ 27,1
Construction	1 108	45,8	- 0,4	+ 10,5
<b>Activités de type commerce</b>	<b>4 176</b>	<b>61,5</b>	<b>+ 4,3</b>	<b>+ 23,9</b>
Commerce de détail	1 750	65,9	+ 14,8	+ 19,0
Commerce de gros	366	31,1	- 34,1	- 18,2
Commerce de bouche <sup>a</sup>	47	53,2	- 4,1	+ 52,7
Commerce et réparation automobiles	344	46,2	+ 38,7	+ 39,2
Hébergement	89	38,2	+ 102,3	+ 112,9
Restauration	532	45,7	+ 20,9	+ 41,7
Services en direction des personnes	1 048	80,0	- 8,4	+ 41,6
<b>Activités de type services</b>	<b>13 829</b>	<b>66,1</b>	<b>- 1,4</b>	<b>+ 11,1</b>
Immobilier	412	30,6	- 18,4	- 15,4
Transports et entreposage	3 179	82,5	+ 46,8	+ 40,2
Activités scientifiques et techniques	3 504	62,9	- 29,4	- 12,3
Activités de soutien aux entreprises	1 737	76,2	+ 29,3	+ 70,6
Information et communication	1 774	62,6	+ 0,9	+ 34,6
Enseignement	1 126	83,2	- 9,8	- 1,1
Arts, spectacles et activités récréatives	639	68,2	- 2,9	+ 22,7
Santé humaine et action sociale <sup>b</sup>	896	37,1	+ 6,7	- 12,4
Activités financières et d'assurance	425	12,2	+ 8,7	+ 8,7
Activités des sociétés holding	137	0,0	- 13,8	- 31,7
<b>Total Île-de-France</b>	<b>19 562</b>	<b>63,7</b>	<b>- 0,3</b>	<b>+ 14,0</b>

**a.** Ce regroupement de secteurs, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activité française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

**b.** Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en août 2024, 449 entreprises ont été créées en Île-de-France dans l'industrie (dont 53 % de micro-entrepreneurs), un nombre en baisse de - 5,9 % par rapport à août 2022 et un nombre cumulé sur janvier-août 2024 en hausse de + 27,1 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2022.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

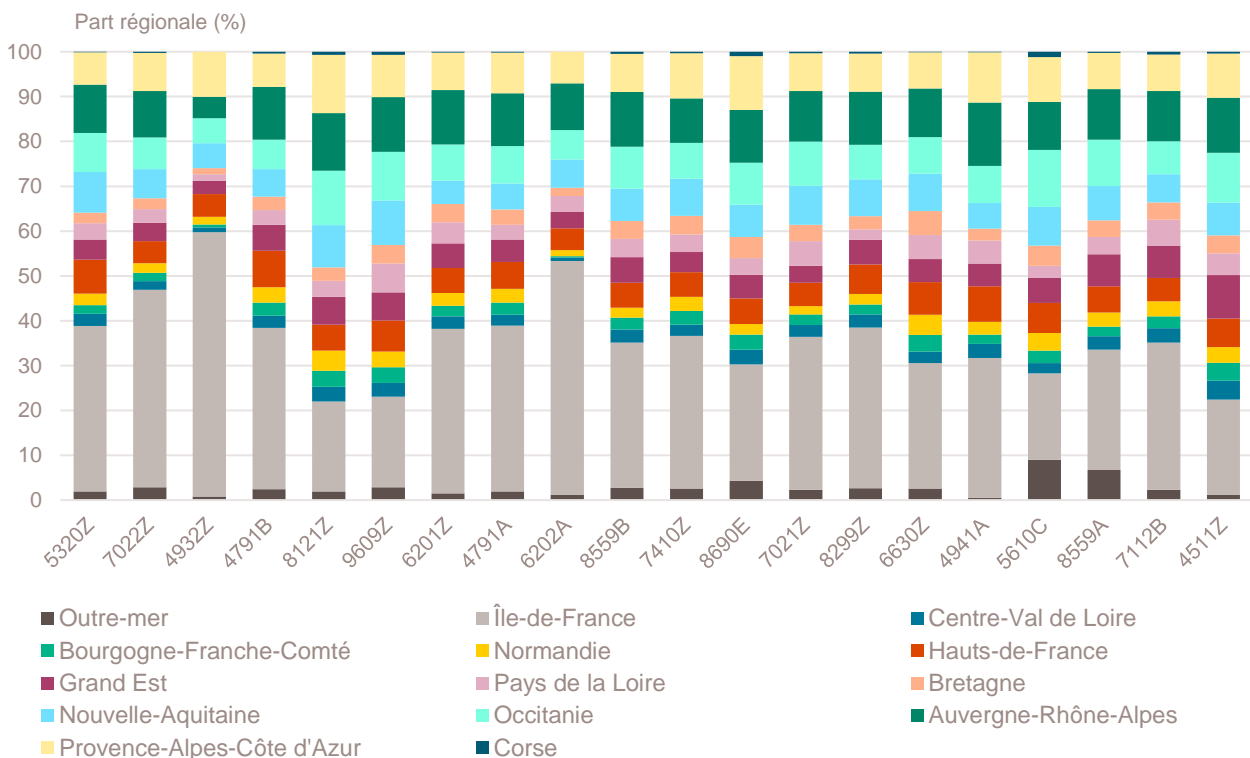
## Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises en Île-de-France

Août 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution août 2022-2024 %
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	2 019	95,2	+ 49,1
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	1 592	58,2	- 36,1
4932Z-Transports de voyageurs par taxis	734	53,5	+ 41,7
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	659	79,2	+ 44,5
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	635	85,5	+ 74,5
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	609	86,9	- 13,2
6201Z-Programmation informatique	546	69,6	+ 7,9
4791A-Vente à distance sur catalogue général	490	73,9	+ 42,4
6202A-Conseil en systèmes et logiciels informatiques	471	45,4	- 10,1
8559B-Autres enseignements	413	91,5	+ 7,0
7410Z-Activités spécialisées de design	376	77,1	- 31,5
8690E-Activités des professionnels de la rééduc., appareillage et pédi.-podo.	348	21,3	+ 9,1
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	342	78,7	- 53,5
8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	338	89,3	+ 61,0
6630Z-Gestion de fonds	280	0,4	+ 60,0
4941A-Transports routiers de fret interurbains	260	86,2	+ 128,1
5610C-Restauration de type rapide	224	27,7	+ 4,7
8559A-Formation continue d'adultes	215	59,1	- 29,3
7112B-Ingénierie, études techniques	214	68,2	+ 1,4
4511Z-Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	207	43,0	+ 32,7

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

## Répartition régionale des activités de ce Top 20, août 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

## Top 20 des activités en termes de croissance du nombre de créations d'entreprises

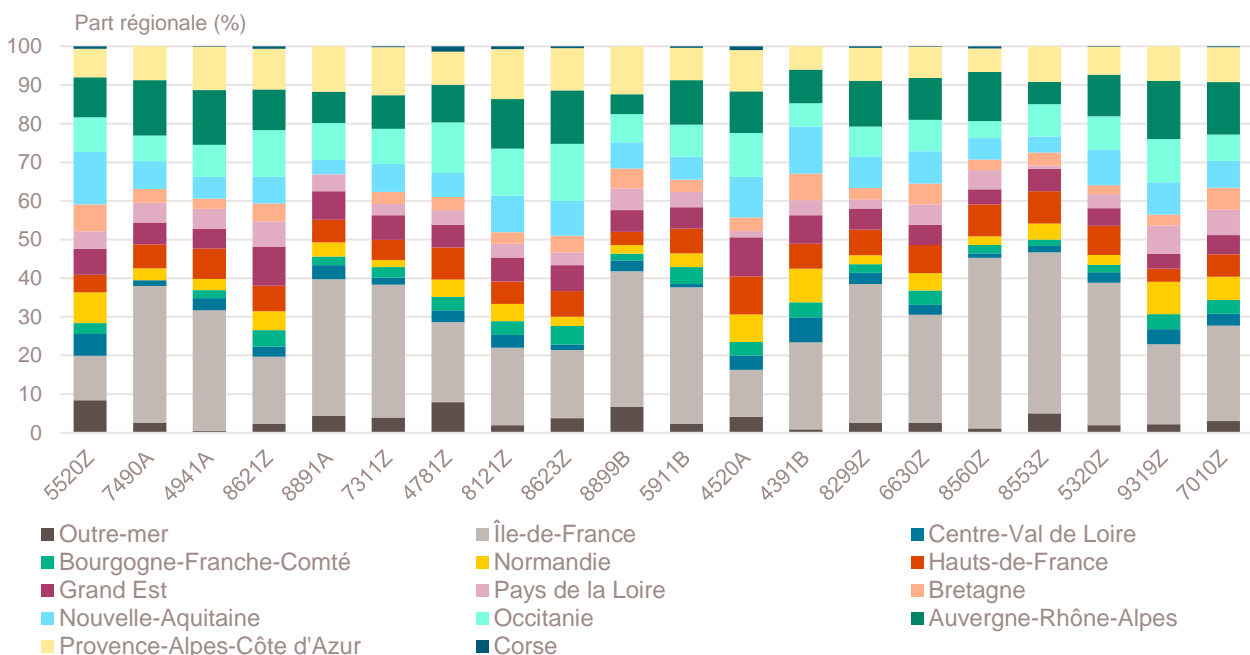
Août 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution août 2022-2024 %
5520Z-Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	53	22,6	+ 165,0
7490A-Activité des économistes de la construction	69	81,2	+ 155,6
4941A-Transports routiers de fret interurbains	260	86,2	+ 128,1
8621Z-Activité des médecins généralistes	53	1,9	+ 103,8
8891A-Accueil de jeunes enfants	48	89,6	+ 92,0
7311Z-Activités des agences de publicité	166	63,9	+ 84,4
4781Z-Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés	60	65,0	+ 81,8
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	635	85,5	+ 74,5
8623Z-Pratique dentaire	37	0,0	+ 68,2
8899B-Action sociale sans hébergement n.c.a.	62	40,3	+ 67,6
5911B-Production de films institutionnels et publicitaires	89	74,2	+ 64,8
4520A-Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	102	56,9	+ 64,5
4391B-Travaux de couverture par éléments	52	65,4	+ 62,5
8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	338	89,3	+ 61,0
6630Z-Gestion de fonds	280	0,4	+ 60,0
8560Z-Activités de soutien à l'enseignement	80	90,0	+ 53,8
8553Z-Enseignement de la conduite	50	56,0	+ 51,5
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	2 019	95,2	+ 49,1
9319Z-Autres activités liées au sport	37	62,2	+ 48,0
7010Z-Activités des sièges sociaux	131	0,0	+ 47,2

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 36 créations d'entreprises en Île-de-France).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

## Répartition régionale des activités de ce Top 20, août 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

## Top 20 des activités en termes de décroissance du nombre de créations d'entreprises

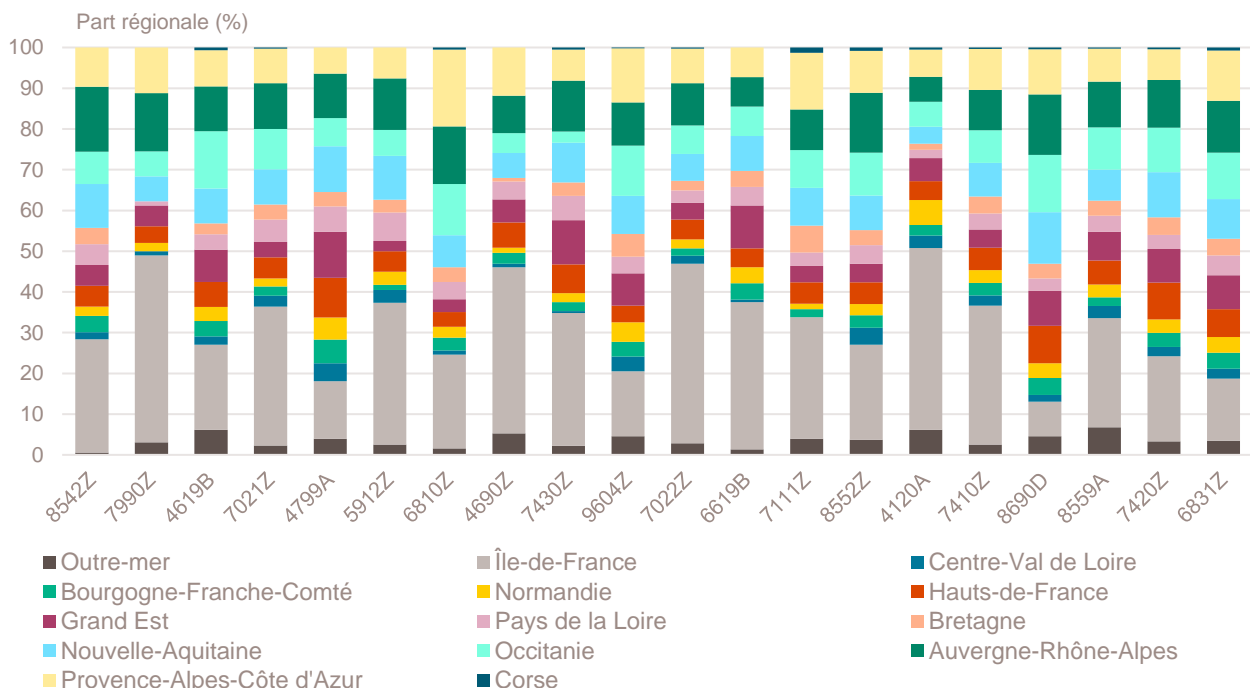
Août 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution août 2022-2024 %
8542Z-Enseignement supérieur	49	95,9	- 57,0
7990Z-Autres services de réservation et activités connexes	45	71,1	- 56,7
4619B-Autres intermédiaires du commerce en produits divers	61	68,9	- 55,5
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	342	78,7	- 53,5
4799A-Vente à domicile	112	30,4	- 46,7
5912Z-Post-production de films, de vidéo et de programmes de télévision	55	80,0	- 44,4
6810Z-Activités des marchands de biens immobiliers	44	2,3	- 43,6
4690Z-Commerce de gros non spécialisé	93	19,4	- 42,9
7430Z-Traduction et interprétation	60	93,3	- 41,7
9604Z-Entretien corporel	66	78,8	- 38,3
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	1 592	58,2	- 36,1
6619B-Autres auxi. acti. de serv. financ., hors assur. et caisses de retraite n.c.a.	55	58,2	- 35,3
7111Z-Activités d'architecture	45	71,1	- 33,8
8552Z-Enseignement culturel	113	87,6	- 32,7
4120A-Construction de maisons individuelles	87	28,7	- 32,6
7410Z-Activités spécialisées de design	376	77,1	- 31,5
8690D-Activités des infirmiers et des sages-femmes	61	19,7	- 30,7
8559A-Formation continue d'adultes	215	59,1	- 29,3
7420Z-Activités photographiques	134	82,1	- 21,6
6831Z-Agences immobilières	163	67,5	- 20,5

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 36 créations d'entreprises en Île-de-France).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

## Répartition régionale des activités de ce Top 20, août 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

## Création d'entreprise en Île-de-France selon la nature juridique

Août 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution août 2022-2024 %	Évolution janvier à août 2022-2024 %
<b>Entreprises individuelles</b>	<b>13 861</b>	<b>70,9</b>	<b>- 1,5</b>	<b>+ 19,1</b>
Micro-entrepreneurs	12 458	63,7	- 0,9	+ 21,6
Entreprises individuelles classiques	1 403	7,2	- 7,3	+ 1,9
<b>Sociétés</b>	<b>5 701</b>	<b>29,1</b>	<b>+ 2,8</b>	<b>+ 4,0</b>
SARL & EURL	865	4,4	- 25,0	- 15,2
SAS & SASU	4 597	23,5	+ 9,9	+ 10,6
SCI	10	0,1	+ 400,0	+ 430,6
Autres <sup>a</sup>	229	1,2	+ 10,6	- 20,1
<b>Total Île-de-France</b>	<b>19 562</b>	<b>100,0</b>	<b>- 0,3</b>	<b>+ 14,0</b>

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

## Création d'entreprise en Île-de-France selon leur implantation rurale ou urbaine

Août 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution août 2022-2024 %	Évolution janvier à août 2022-2024 %
Rurale éloignée très peu dense	0	0,0	- 100,0	+ 0,0
Rurale éloignée peu dense	4	0,0	+ 300,0	+ 17,4
Rurale périphérique très peu dense	40	0,2	+ 8,1	+ 14,5
Rurale périphérique peu dense	385	2,0	- 2,0	+ 8,7
Bourg	1	0,0	+ 0,0	+ 30,0
Petite ville	4	0,0	- 66,7	- 6,0
Urbaine périphérique peu dense	226	1,2	- 15,4	+ 7,4
Urbaine dense	1 591	8,1	- 5,1	+ 6,3
Urbaine très dense	17 311	88,5	+ 0,4	+ 15,0
<b>Total Île-de-France</b>	<b>19 562</b>	<b>100,0</b>	<b>- 0,3</b>	<b>+ 14,0</b>

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), IGN 2019, MENJ-DEPP, CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

## Création d'entreprise en Île-de-France dans les territoires aidés

Août 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution août 2022-2024 %	Évolution janvier à août 2022-2024 %
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	14	0,1	- 22,2	+ 6,4
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	1 669	8,5	+ 4,2	+ 14,8
Petites villes de demain (PVD)	253	1,3	- 10,9	+ 6,7
Actions cœur de ville (ACV)	995	5,1	+ 12,2	+ 13,8

Note de lecture : de par leur implantation, certaines entreprises créées ne relèvent pas que d'un seul type de territoire aidé.

La somme des créations dans tous les territoires fragiles n'est donc pas indiquée ici

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

## Création d'entreprise en France selon la région et le département d'implantation

Août 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution août 2022-2024 %	Évolution janvier à août 2022-2024 %
<b>Auvergne-Rhône-Alpes</b>	<b>8 029</b>	<b>68,4</b>	<b>+ 3,7</b>	<b>+ 6,7</b>
01 - Ain	551	70,4	+ 4,2	+ 9,9
03 - Allier	224	69,2	- 10,0	+ 10,1
07 - Ardèche	260	71,5	+ 3,6	+ 0,6
15 - Cantal	78	53,8	- 1,3	+ 13,7
26 - Drôme	447	70,7	+ 0,2	+ 6,5
38 - Isère	1 225	70,9	+ 0,7	+ 7,3
42 - Loire	616	68,8	- 1,8	+ 6,0
43 - Haute-Loire	148	62,2	+ 8,8	+ 7,6
63 - Puy-de-Dôme	534	66,3	- 2,9	+ 0,2
69 - Rhône	2 602	68,2	+ 12,2	+ 6,4
73 - Savoie	493	64,9	+ 15,7	+ 7,5
74 - Haute-Savoie	851	66,9	- 6,7	+ 9,6
<b>Bourgogne-Franche-Comté</b>	<b>2 159</b>	<b>67,9</b>	<b>+ 7,9</b>	<b>+ 11,3</b>
21 - Côte-d'Or	493	66,9	+ 13,1	+ 9,0
25 - Doubs	416	68,3	+ 7,2	+ 11,5
39 - Jura	197	68,5	+ 34,0	+ 10,9
58 - Nièvre	112	66,1	+ 0,0	+ 15,2
70 - Haute-Saône	162	65,4	+ 0,6	+ 4,9
71 - Saône-et-Loire	406	66,3	+ 0,2	+ 9,8
89 - Yonne	264	72,3	+ 11,4	+ 19,4
90 - Territoire-de-Belfort	109	69,7	- 4,4	+ 12,0
<b>Bretagne</b>	<b>2 743</b>	<b>64,5</b>	<b>+ 9,2</b>	<b>+ 8,0</b>
22 - Côtes-d'Armor	456	60,1	+ 2,2	+ 11,9
29 - Finistère	672	66,4	+ 7,9	+ 9,2
35 - Ille-et-Vilaine	988	64,3	+ 8,8	+ 5,8
56 - Morbihan	627	66,0	+ 17,2	+ 7,4
<b>Centre-Val de Loire</b>	<b>2 158</b>	<b>69,3</b>	<b>+ 7,0</b>	<b>+ 5,9</b>
18 - Cher	218	65,1	+ 6,9	- 1,9
28 - Eure-et-Loir	351	69,8	- 0,6	+ 9,0
36 - Indre	134	68,7	- 3,6	+ 10,2
37 - Indre-et-Loire	568	65,8	+ 4,4	+ 1,3
41 - Loir-et-Cher	254	68,1	+ 5,0	+ 4,3
45 - Loiret	633	74,2	+ 18,3	+ 11,1
<b>Corse</b>	<b>370</b>	<b>65,1</b>	<b>+ 1,9</b>	<b>+ 4,0</b>
2A - Corse-du-Sud	180	65,0	- 4,3	+ 1,9
2B - Haute-corse	190	65,3	+ 8,6	+ 6,4
<b>Grand Est</b>	<b>4 479</b>	<b>68,7</b>	<b>+ 1,0</b>	<b>+ 8,0</b>
08 - Ardennes	194	66,5	+ 39,6	+ 8,2
10 - Aube	251	74,5	- 3,1	+ 1,0
51 - Marne	422	66,8	- 17,1	+ 5,1
52 - Haute-Marne	71	67,6	- 36,6	+ 1,0
54 - Meurthe-et-Moselle	602	72,1	+ 11,9	+ 14,5
55 - Meuse	165	70,3	+ 38,7	+ 22,7
57 - Moselle	772	67,4	- 6,0	+ 9,9
67 - Bas-Rhin	1 117	65,3	+ 7,9	+ 4,4
68 - Haut-Rhin	613	69,5	- 3,9	+ 9,4
88 - Vosges	272	75,0	+ 3,4	+ 9,8

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Août 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution août 2022-2024 %	Évolution janvier à août 2022-2024 %
<b>Hauts-de-France</b>	<b>4 831</b>	<b>69,7</b>	<b>+ 15,8</b>	<b>+ 8,5</b>
02 - Aisne	345	72,8	+ 7,8	+ 18,3
59 - Nord	2 458	68,6	+ 21,3	+ 7,3
60 - Oise	618	70,1	+ 6,2	+ 10,9
62 - Pas-de-Calais	1 011	70,6	+ 16,5	+ 9,5
80 - Somme	399	71,4	+ 6,7	+ 1,9
<b>Île-de-France</b>	<b>19 562</b>	<b>63,7</b>	<b>- 0,3</b>	<b>+ 14,0</b>
75 - Paris	6 258	54,6	+ 6,0	+ 16,6
77 - Seine-et-Marne	1 638	71,6	+ 1,7	+ 10,4
78 - Yvelines	1 701	66,8	- 0,6	+ 10,4
91 - Essonne	1 538	69,8	- 1,9	+ 10,0
92 - Hauts-de-Seine	2 203	64,4	- 15,4	+ 9,0
93 - Seine-Saint-Denis	2 649	69,6	- 0,0	+ 20,9
94 - Val-de-Marne	1 938	67,3	- 2,7	+ 14,1
95 - Val-d'Oise	1 637	66,7	+ 2,9	+ 12,2
<b>Normandie</b>	<b>2 708</b>	<b>66,4</b>	<b>+ 12,6</b>	<b>+ 9,5</b>
14 - Calvados	650	66,6	+ 16,1	+ 9,5
27 - Eure	526	70,2	+ 6,7	+ 5,5
50 - Manche	307	60,6	+ 0,3	+ 16,6
61 - Orne	177	69,5	+ 12,0	+ 14,0
76 - Seine-Maritime	1 048	65,6	+ 18,0	+ 8,4
<b>Nouvelle-Aquitaine</b>	<b>6 549</b>	<b>69,8</b>	<b>+ 15,4</b>	<b>+ 4,6</b>
16 - Charente	281	68,0	+ 6,0	+ 7,5
17 - Charente-Maritime	636	66,5	+ 4,3	+ 1,4
19 - Corrèze	232	63,8	+ 53,6	+ 6,1
23 - Creuse	68	60,3	+ 4,6	+ 14,4
24 - Dordogne	350	68,9	+ 0,3	+ 1,8
33 - Gironde	2 578	73,9	+ 23,3	+ 7,2
40 - Landes	451	67,8	+ 24,2	+ 10,0
47 - Lot-et-Garonne	324	64,2	+ 15,3	+ 3,8
64 - Pyrénées-Atlantiques	722	66,1	+ 17,2	- 1,9
79 - Deux-Sèvres	262	67,9	+ 0,0	+ 4,4
86 - Vienne	317	70,7	- 11,0	- 4,0
87 - Haute-Vienne	328	70,1	+ 21,9	+ 9,8
<b>Occitanie</b>	<b>7 094</b>	<b>69,5</b>	<b>+ 8,8</b>	<b>+ 7,4</b>
09 - Ariège	133	60,9	+ 0,0	+ 2,7
11 - Aude	351	68,9	+ 3,5	+ 6,7
12 - Aveyron	266	58,3	+ 5,6	+ 5,9
30 - Gard	856	69,6	+ 9,3	+ 7,3
31 - Haute-Garonne	2 193	72,3	+ 24,4	+ 12,6
32 - Gers	163	67,5	- 10,4	- 0,8
34 - Hérault	1 589	69,1	+ 0,7	+ 6,0
46 - Lot	131	69,5	- 0,8	+ 5,6
48 - Lozère	43	67,4	- 4,4	+ 10,9
65 - Hautes-Pyrénées	198	67,7	- 12,0	+ 1,1
66 - Pyrénées-Orientales	586	71,0	+ 20,8	+ 8,7
81 - Tarn	362	66,6	+ 2,5	+ 4,8
82 - Tarn-et-Garonne	223	69,5	- 11,9	- 0,7

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.



Août 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution août 2022-2024 %	Évolution janvier à août 2022-2024 %
<b>Pays de la Loire</b>	<b>3 006</b>	<b>68,4</b>	<b>- 3,0</b>	<b>+ 5,1</b>
44 - Loire-Atlantique	1 302	66,7	- 11,1	+ 0,6
49 - Maine-et-Loire	641	68,5	+ 6,5	+ 8,3
53 - Mayenne	209	69,4	+ 24,4	+ 11,4
72 - Sarthe	398	73,4	+ 1,5	+ 15,8
85 - Vendée	456	68,2	- 3,4	+ 3,7
<b>Provence-Alpes-Côte d'Azur</b>	<b>7 050</b>	<b>68,0</b>	<b>- 1,8</b>	<b>- 1,8</b>
04 - Alpes-de-Haute-Provence	160	65,0	+ 3,9	- 5,7
05 - Hautes-Alpes	134	61,2	- 16,3	- 9,8
06 - Alpes-Maritimes	1 880	69,3	+ 3,2	- 0,6
13 - Bouches-du-Rhône	2 721	66,0	- 7,9	- 5,6
83 - Var	1 423	69,0	+ 2,2	+ 0,8
84 - Vaucluse	732	72,3	+ 4,9	+ 9,6
<b>France métrop. hors Île-de-France</b>	<b>51 176</b>	<b>68,5</b>	<b>+ 6,3</b>	<b>+ 5,8</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>70 738</b>	<b>67,2</b>	<b>+ 4,4</b>	<b>+ 8,0</b>
<b>France d'outre-mer</b>	<b>2 608</b>	<b>54,8</b>	<b>+ 2,5</b>	<b>- 0,9</b>
971 - Guadeloupe	593	57,2	+ 0,9	+ 3,2
972 - Martinique	515	38,8	- 24,3	- 12,2
973 - Guyane	363	48,2	+ 87,1	+ 15,6
974 - La Réunion	991	66,4	+ 5,2	+ 2,2
976 - Mayotte	146	38,4	+ 4,3	- 13,2
<b>France entière</b>	<b>73 346</b>	<b>66,7</b>	<b>+ 4,3</b>	<b>+ 7,7</b>

Lecture : en août 2024, 3 006 entreprises ont été créées en Pays de la Loire (dont 68,4 % de micro-entrepreneurs), un nombre en baisse de - 3 % par rapport à août 2023. Le nombre cumulé de créations dans la région sur janvier-août 2024 a augmenté de + 5,1 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2023.

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

## Méthodologie

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du répertoire des entreprises et des établissements (REE) de la base de données Sirene, des fichiers du Code officiel géographique (COG), tous deux mis à disposition par l'Insee, ainsi que de bases complémentaires pour les données communales ; la base du CGET pour les communes en ZRR et la base de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère chargé de l'éducation nationale pour la typologie de communes.

➔ [Pour les données corrigées, voir le site de l'Insee.](#)

Après une première publication des chiffres mensuels (données provisoires), l'Insee procède à une première révision le mois suivant (données semi-définitives), puis à une seconde un mois après pour arrêter les chiffres (données définitives). Seules les données antérieures à deux mois sont donc définitives. Les travaux de l'OCE intégrant au fur et à mesure ces révisions, les données peuvent alors être différentes d'une publication à l'autre pour les trois mois les plus récents.

Les résultats statistiques présentés portent, à compter de 2022, sur l'ensemble des unités légales productives et marchandes, exerçant une activité économique réelle dans l'industrie, la construction, le commerce ou les services. Sauf mention particulière, ils concernent la région Île-de-France.

➔ [Pour en savoir plus sur le dispositif rénové de calcul des créations, voir le site de l'Insee.](#)

## Calculs

Sur les 732 secteurs d'activité répertoriés dans la nomenclature d'activités française (NAF), la plupart comptent peu ou prou de créations d'entreprises dans chaque territoire. Pour éviter que ces secteurs ne biaisent les calculs, seuls sont pris en compte ceux qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur au 3<sup>e</sup> quartile du mois analysé.

## Définitions

La définition des **créations d'entreprises** s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants : création de nouveaux moyens de production ; redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ; redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ; reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Pour les **micro-entrepreneurs** (ex-auto-entrepreneurs), les créations ne sont pas dénombrées selon le concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité. Par ailleurs, certaines immatriculations ne seront pas validées par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), comme les personnes relevant de la mutualité sociale agricole ou de professions réglementées qui n'ont pas le droit d'être micro-entrepreneur. Sont définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié.

➔ [Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Les **zones de revitalisation rurale** (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. Le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales. Les **zones d'aide à finalité régionale** (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement, dans lesquelles l'État et les collectivités locales ont pu allouer, entre 2014 et 2020, des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Le programme **Petites villes de demain** (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour élaborer et mettre en œuvre leurs projets de revitalisation. Le programme **Action cœur de ville** (ACV) vise à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en cœur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

Une **typologie des communes en neuf catégories** a été établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Elle a l'avantage d'être plus précise que l'approche par grille de densité, jusqu'ici utilisée, surtout pour décrire les zones rurales.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 26/09/2024.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise en Île-de-France, chiffres d'août 2024. Bpifrance Création, septembre 2024 ».

Contact : utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.